

# Afghanistan : sanctions pour consommation et vente d'alcool

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, le 17 novembre 2022

## **Impressum**

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Fax 031 370 75 00

E-mail : [info@osar.ch](mailto:info@osar.ch)

Internet : [www.osar.ch](http://www.osar.ch)

CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2022 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

# Sommaire

<b>1</b>	<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>Cadre légal et réglementaire concernant la consommation et la vente d'alcool</b> .....	<b>4</b>
2.1	Peines encourues depuis l'instauration de l'Émirat islamique d'Afghanistan .....	4
2.2	Peines encourues avant l'arrivée au pouvoir des talibans en 2021 .....	5
<b>3</b>	<b>Application des lois concernant l'alcool</b> .....	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>Le système judiciaire sous les talibans</b> .....	<b>6</b>
<b>5</b>	<b>Sources :</b> .....	<b>8</b>

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

# 1 Introduction

La question suivante est tirée d'une demande adressée à l'analyse-pays de l'OSAR :

- Quels sont les risques encourus par les personnes violant l'interdiction de consommer ou de vendre de l'alcool en Afghanistan ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Afghanistan depuis plusieurs années.<sup>1</sup> Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes, elle apporte les réponses suivantes à la question ci-dessus.

## 2 Cadre légal et réglementaire concernant la consommation et la vente d'alcool

### 2.1 Peines encourues depuis l'instauration de l'Émirat islamique d'Afghanistan

**Interdiction totale de l'usage et du commerce d'alcool sur tout le territoire.** D'après le *ministère français des Affaires Étrangères*, la détention, le transport (importation et exportation), la vente et l'usage d'alcool sont strictement interdits sur tout le territoire afghan. Le Code pénal afghan prévoit des peines de prison assorties d'amende (*Ministère français des Affaires Étrangères*, 10 novembre 2022). Selon *The Guardian*, la vente et la consommation d'alcool étaient interdites sous l'ancien gouvernement, mais les talibans, connus pour leur islam austère, sont actuellement plus stricts dans leur opposition à l'alcool (*The Guardian*, 3 janvier 2022). En avril 2022, le chef suprême de l'Émirat Islamique d'Afghanistan, Haibatullah Akhundzada, a émis un décret qui établit que l'utilisation, le transport, le commerce, l'exportation et l'importation d'alcool en Afghanistan sont strictement interdits. Le décret ajoute que son application est obligatoire et que les personnes y contrevenant seront poursuivies et punies par le pouvoir judiciaire (*Émirat Islamique d'Afghanistan*, 3 avril 2022 ; EUAA, août 2022).

**Flagellation publique pour consommation d'alcool en vertu de la charia.** Selon l'*Agence de l'Union européenne pour l'asile* (EUAA), en vertu de la charia (la loi islamique), des châtiements corporels sont prévus pour différents crimes, par exemple la flagellation publique pour la consommation d'alcool. Après leur prise du pouvoir, les talibans ont fait des déclarations claires concernant l'adhésion requise à la charia. Les punitions physiques, y compris les exécutions, seraient considérées comme des éléments nécessaires de la loi islamique. Il a été suggéré que les juges talibans évitaient de prononcer des punitions sévères pour ne pas perdre le soutien de la population. Cependant, des rapports font état de combattants talibans soumettant des personnes civiles à des punitions, notamment en fouettant des voleurs et voleuses présumé-e-s (EUAA, avril 2022).

---

<sup>1</sup> [www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine](http://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine)

## 2.2 Peines encourues avant l'arrivée au pouvoir des talibans en 2021

**Peine de 80 coups de fouet et jusqu'à 20 ans de prison pour commerce d'alcool selon la jurisprudence hanafite appliquée avant 2021.** Selon l'*Office français de protection des réfugiés et apatrides* (OFPRA), de 2009 à 2017, les personnes qui vendaient et consommaient de l'alcool avaient le même traitement juridique que les trafiquant-e-s de drogue et les consommateurs et consommatrices de stupéfiants. L'article 44 de la loi sur les stupéfiants de 2010 dispose que toute personne consommant de l'alcool doit être punie selon la jurisprudence hanafite, et est donc passible de 80 coups de fouet. L'article 45 de la même loi définit les condamnations pour contrebande d'alcool selon la quantité concernée. Ainsi, une peine de prison maximum de deux mois est encourue s'il s'agit d'un volume inférieur à un litre d'alcool (art.45.1), un volume d'un à dix litres d'alcool équivaut à une peine de prison comprise entre deux et six mois (art.45.2), dix à cinquante litres d'alcool peuvent être punis d'une peine de prison supérieure à six mois et inférieure à une année (art.45.3), une peine de prison comprise entre un an et trois années peut être demandée pour cinquante à cent litres d'alcool (art.45.4), une peine de prison comprise entre trois années et huit années peut être appliquée pour 100 à 500 litres d'alcool (art.45.5). Si la quantité d'alcool illégal excède le volume de 500 litres, en sus d'une peine de huit années d'emprisonnement, six mois d'incarcérations seront ajoutés pour chaque unité supplémentaire de 50 litres (art.45.6). La peine de prison maximale ne peut être supérieure à 20 ans (OFPRA, 23 mai 2017).

**80 coups de fouet prévus en cas de consommation d'alcool selon les peines hudud appliquées par les talibans.** Selon l'EUAA, les crimes hudud (pluriel de hadd) sont les crimes les plus graves de la loi islamique et sont considérés comme des transgressions contre Dieu. Les châtiments hudud étant spécifiquement mentionnés dans le Coran et la Sunna (actions et paroles) du Prophète, leur exécution est obligatoire. Le châtiment se rapportant à boire de l'alcool ou ingérer des substances intoxicantes est de 80 coups de fouet. L'EUAA cite un expert, le Dr. Nojumi, qui explique que les châtiments hudud n'étaient pas appliqués dans le système et les pratiques juridiques officiels de l'Afghanistan pré-2021, mais que ces châtiments sont respectés et pratiqués par les talibans et les groupes d'insurgés. Les groupes islamistes en Afghanistan appliquent une forme littérale de la charia en mettant l'accent sur l'application des peines hudud (EUAA, juillet 2020).

## 3 Application des lois concernant l'alcool

**La consommation d'alcool est un crime à sanction obligatoire.** D'après *The Guardian*, en novembre 2022, le chef suprême de l'Afghanistan a ordonné aux juges d'appliquer pleinement certains aspects de la loi islamique, notamment les exécutions publiques, les lapidations, les flagellations et l'amputation de membres pour les voleurs. Selon lui, les dossiers dans lesquels toutes les conditions de la charia et de hudud sont remplies, doivent être poursuivis. Le chef suprême ajoute que la règle de la charia et son commandement sont obligatoires. Le terme « hudud » désigne les infractions pour lesquelles, en vertu de la loi islamique, certains types de sanctions sont obligatoires. Les crimes hudud comprennent la consommation d'alcool (*The Guardian*, 14 novembre 2022).

**Arrestations et flagellations pour consommation, production ou vente d'alcool.** D'après *The Guardian*, depuis la prise du pouvoir par les talibans en 2021, des vidéos et des photos

de combattants talibans infligeant des flagellations sommaires à des personnes accusées de diverses infractions sont fréquemment diffusées sur les médias sociaux (*The Guardian*, 14 novembre 2022). Selon le quotidien afghan *Hasht-e Subh*, les responsables de la sécurité des talibans dans la province de Herat auraient arrêté 147 délinquant-e-s au cours du mois de décembre 2021, dont certain-e-s étaient impliqué-e-s dans la production et la vente d'alcool (*Hasht-e Subh*, 22 décembre 2021). Toujours selon *Hasht-e Subh*, dix vendeurs d'alcool ont été arrêtés dans la province de Parwan début décembre 2021 (*Hasht-e Subh*, 6 décembre 2021). Selon l'EUAA, en avril 2022, sept hommes ont été fouettés et condamnés à l'emprisonnement par la Cour suprême, notamment pour avoir bu de l'alcool. L'EUAA cite le média *Khaama Press*, selon lequel c'était la première fois que le *hudud* était appliqué depuis la prise de pouvoir par les talibans (EUAA, août 2022). Selon *The Guardian*, trois revendeurs d'alcool ont été arrêtés début janvier 2022 à Kaboul. *The Guardian* ajoute que, depuis que les islamistes ont pris le pouvoir le 15 août 2021, la fréquence des raids, y compris contre les toxicomanes, a augmenté dans tout le pays (*The Guardian*, 3 janvier 2022). *The Kabul Times* rapporte l'arrestation à Kaboul de huit commerçant-e-s d'alcool dont trois femmes. Les personnes arrêtées ont été déférées à la justice pour des enquêtes plus approfondies sur leurs cas. Début mai 2022, des dizaines de personnes ont été arrêtées pour détention et vente de drogues et de boissons alcoolisées, après qu'une équipe de police, en coordination avec les forces de renseignement, a détecté des usines de fabrication de vin et des laboratoires de drogues dans certaines parties de la capitale et des provinces (*The Kabul Times*, 19 mai 2022).

**Saisie et destruction de stocks d'alcool. Saisie d'usines de production d'alcool.** Selon *Hasht-e Subh*, 800 litres d'alcool ont été saisis dans la province de Parwan en décembre 2021. Une usine de production d'alcool a été saisie dans le 17<sup>ème</sup> district de Kaboul (*Hasht-e Subh*, 6 décembre 2021). Selon *The Guardian*, qui cite l'agence afghane d'espionnage, une équipe d'agents des services de renseignement afghans a versé environ 3 000 litres d'alcool dans un canal à Kaboul, alors que les nouvelles autorités talibanes répriment la vente d'alcool. Une vidéo publiée par la Direction générale du renseignement montre ses agents en train de verser dans le canal de l'alcool stocké dans des barils après l'avoir saisi lors d'un raid dans la capitale. « Les musulmans doivent sérieusement s'abstenir de fabriquer et de livrer de l'alcool », déclare un érudit religieux dans la vidéo, publiée par l'agence sur Twitter (*The Guardian*, 3 janvier 2022). *The Kabul Times* rapporte la saisie de dizaines de bouteilles de vin lors de la découverte d'une fabrique de vin par la police dans le quartier Taimani de la capitale (*The Kabul Times*, 19 mai 2022).

## 4 Le système judiciaire sous les talibans

**Loi islamique (charia) à la base du Code pénal qui prévalait avant l'arrivée au pouvoir des talibans.** Selon l'EUAA, le droit pénal afghan s'appuie sur plusieurs sources plutôt que sur une source unique. Cependant, on considère que la loi islamique façonne tous les aspects du droit pénal afghan, en particulier le Code pénal. Selon le droit islamique, il existe trois types de crimes : les crimes *hudud*, *qisas* et *ta'azir*. L'Afghanistan a promulgué un nouveau Code pénal pour remplacer la législation de 1976. Le nouveau Code pénal a été approuvé par le décret législatif présidentiel le 15 mai 2017 et est entré en vigueur en février 2018. Comme sous le Code pénal précédent, le nouveau Code pénal de 2017 régleme les punitions qui relèvent des crimes *ta'azir*, tandis que les crimes *hudud* et *qisas* sont régleme ntés

par la loi islamique. Bien que les crimes de hudud et de qisas ne soient pas inclus dans le Code pénal, celui-ci donne tout de même aux juges le pouvoir d'appliquer de telles punitions conformément à la jurisprudence hanafi de la loi islamique. Bien que les crimes hudud soient « totalement inflexibles » en termes d'application, le niveau de preuve requis pour la plupart des crimes hudud était très élevé dans la période pré-2021, et « les témoins doivent corroborer toute allégation avant que la culpabilité puisse être établie » (EUAA, juillet 2020).

**Révision des lois existantes par les talibans depuis novembre 2021 pour évaluer leur conformité avec la loi islamique. Manque de clarté quant au cadre juridique applicable. Manque de transparence et irrégularités procédurales. Administration décentralisée de la justice dans les provinces.** Selon la *Mission d'Assistance des Nations Unies en Afghanistan* (UNAMA), avec la prise de pouvoir à la mi-août 2021, le système judiciaire et la structure judiciaire précédents ont été interrompus. En novembre 2021, les autorités talibanes ont entamé une révision de toutes les lois existantes afin d'évaluer leur conformité à la fois avec la loi islamique et avec les objectifs et les politiques de la nouvelle administration talibane. En juillet 2022, alors que le processus de révision des lois se poursuivait, les acteurs du secteur de la justice appliquaient à la fois les lois préexistantes, la loi islamique et les nouvelles directives des autorités talibanes, ce qui entraînait un manque de clarté quant au cadre juridique applicable en matière de procédure et de fond. Selon UNAMA, le manque de transparence et les irrégularités procédurales continueraient à compromettre le respect par les tribunaux de la procédure régulière et des autres normes de procès équitable. Les autorités talibanes ont repris le fonctionnement du système judiciaire et des tribunaux de droit islamique dans tout le pays, en commençant par des nominations clés à la tête du ministère de la Justice talibane et en faisant des nouvelles nominations de magistrats dans tout le pays. La plupart des juges talibans nouvellement nommés auraient obtenu leurs qualifications dans des institutions d'enseignement juridique religieuses plutôt que laïques. Dans les provinces, les autorités talibanes administrent la justice de manière décentralisée, souvent en consultation avec les érudits religieux, les anciens et les communautés locales (UNAMA, juillet 2022).

**Prise de contrôle par les talibans en novembre 2021 de l'Association indépendante du barreau afghan. Non-respect au droit à un avocat et à un procès équitable.** Selon UNAMA, en novembre 2021, le ministère de la Justice talibane a retiré à l'Association indépendante du barreau afghan le pouvoir d'accorder des licences aux avocat-e-s. Bien que le ministère de la Justice et la Cour suprême talibane aient donné des instructions pour que les avocat-e-s nouvellement certifié-e-s et autorisés puissent représenter leurs client-e-s et comparaître devant les tribunaux au nom des personnes accusées, de nombreux rapports indiquent que le droit à un avocat n'est souvent pas respecté par toutes les autorités judiciaires talibanes. Les responsables de la sécurité talibans n'informent pas les personnes suspectées de leurs droits au moment de la détention initiale ou de l'interrogatoire en temps utile. Par ailleurs, UNAMA relève que le ministère de la Justice de facto a des ressources limitées qui l'empêchent de répondre efficacement à la demande de services d'aide juridique pour les personnes suspectées qui n'ont pas les moyens d'engager un avocat à titre privé. Les juges talibans continueraient à refuser aux avocats le droit de participer aux affaires dont ils sont saisis pour défendre leur client (UNAMA, juillet 2022). D'après le *Conseil des Droits de l'Homme* (CDH), depuis la prise de contrôle par les talibans de l'Association indépendante du barreau afghan, les avocat-e-s restent en mesure de représenter des client-e-s et de nombreux procureurs restent employés, cependant, ils sont souvent jugés inutiles par les juges et bannis des tribunaux, au prétexte d'accélérer les affaires. Il existe une incertitude quant aux lois applicables, à la procédure judiciaire et aux recours disponibles. Les affaires sont

traitées de manière idiosyncratique selon les juridictions et les lieux. Les délits tels que les vols ou les agressions sont souvent traités par les forces de sécurité sans impliquer les procureurs ou les juges. Dans certaines provinces, les crimes les plus graves peuvent être jugés sans l'assistance d'un procureur ou d'un avocat-e de la défense (CDH, 9 septembre 2022).

## 5 Sources :

Hasht-e Subh, 22 décembre 2021 :

**« Kabul – Taliban security officials in Herat province say they have arrested 147 offenders in the past month on charges of crime, theft, alcohol production, murder, and kidnapping.**

**“Most of them were involved in armed robberies and the production and sale of alcohol,” said Mahmood Shah Rasouli, the press officer of the Herat Police Command to Hasht-e Subh today, Wednesday, December 22.**

*The Taliban’s Police Command in Herat has reported the arrest of criminals while three students from a private school in Herat were abducted in the past two days.*

*However, the families of the abducted students have not yet spoken to the media.*

*In the meantime, the Taliban intelligence officials declined to give further details, confirming three kidnappings.*

*Earlier, Herat has witnessed abductions and an increase in criminal offenses. On the other hand, Herat citizens call on Taliban security officials to stop kidnappings and thefts ». Source : **Hasht-e Subh**, 147 Criminals Arrested in Herat Province, 22 décembre 2021 : <https://8am.media/eng/147-criminals-arrested-in-herat/>.*

Hasht-e Subh, 6 décembre 2021 :

**« Local Taliban officials in Parwan province say they have seized more than 800 liters of alcohol from the province.**

*“The consignment was discovered and confiscated on Monday, December 6, in the seventh security district of Charikar, the provincial capital,” said Shamsulhaq Mobashir, governor spokesman of Taliban in Parwan to Hasht-e Subh.*

*According to him, 10 sellers of alcoholic beverages have also been arrested by Taliban forces.*

**“Meanwhile, an alcoholic beverage factory belonging to the 17th district of Kabul was seized by Taliban forces,” said Malang Jan, the commander of Parwan’s 7th security district.**



**According to local Taliban officials in the province, the detainees have pleaded guilty and their cases are under investigation** ». Source : *Hasht-e Subh*, Taliban Forces Confiscated 800 Liters of Wine in Parwan, 6 décembre 2021 : <https://8am.media/eng/taliban-confiscated-800-liters-of-wine-in-parwan/>

CDH, 9 septembre 2022 :

« 88. **The Minister of Justice, Chief Justice, Attorney General, Head of the Supreme Court and key judicial positions are newly appointed individuals with religious rather than secular legal training.** In addition to the provincial and district courts, the de facto authorities are empowered to administer justice in the provinces, and a military court with jurisdiction over security personnel has been established.

89. **In November 2021, the de facto authorities announced the takeover of the Afghan Independent Bar Association, abolishing its ability to certify lawyers and advocate on their behalf. Lawyers remain able to represent clients and many prosecutors remain employed; however, they are often deemed unnecessary by judges and banished from the courts under the pretext of expediting cases. There is uncertainty about the applicable laws, judicial process and remedies available. Cases are handled idiosyncratically across jurisdictions and venues. Crimes such as theft or assault are often dealt with by security forces without involving prosecutors or judges. In some provinces, more serious crimes may be tried without the assistance of either a prosecutor or a defence lawyer.** » Source: Conseil des droits de l'homme (CDH), Situation of human rights in Afghanistan, Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Afghanistan, 9 septembre 2022, p.14-15: [www.ohchr.org/sites/default/files/2022-09/A\\_HRC\\_51\\_6\\_AdvanceEditedVersion-EN.docx](http://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-09/A_HRC_51_6_AdvanceEditedVersion-EN.docx).

EUAA, août 2022 :

« **In April 2022, seven men were flogged and sentenced to imprisonment by the Taliban Supreme Court, inter alia for drinking alcohol. According to Khaama Press this was the first time hudud was applied since the Taliban takeover, and a Taliban Supreme Court official confirmed to AFP that it was the first time a de facto court issued flogging as a punishment.**

[...]

**On 3 April 2022, the de facto government issued a decree banning poppy cultivation, a plant which is, inter alia, used to produce opium. The decree reads that crops should be burned, and farmers punished under sharia. It further banned the production, use or transportation of other illicit drugs. According to TOLONews, this included alcoholic beverages, heroin, 'Tablet L', and hashish** ». EUAA, Afghanistan Targeting of Individuals, août 2022 : [https://coi.euaa.europa.eu/administration/easo/PLib/2022\\_08\\_EUAA\\_COI\\_Report\\_Afghanistan\\_Targeting\\_of\\_individuals.pdf](https://coi.euaa.europa.eu/administration/easo/PLib/2022_08_EUAA_COI_Report_Afghanistan_Targeting_of_individuals.pdf)

EUAA, avril 2022 :

« **Corporal punishments: Under the Sharia, corporal punishments are envisaged for different crimes, for example stoning for adultery, public flogging for drinking alcohol and hand amputation for some types of theft. Following the takeover, the Taliban have made clear statements regarding the required adherence to the Sharia. Physical punishments**

**including executions are reportedly considered as necessary parts of Islamic law. It was suggested that Taliban judges avoided to issue harsh punishments to avoid losing support among the population. However, there were reports on Taliban fighters subjecting civilians to punishments, inter alia whipping alleged thieves. Where there is no nexus to a reason for persecution under the refugee definition, the risk of being subjected to corporal punishments such as the above may qualify under Article 15(b) QD ». Source: EUAA, Afghanistan Country Guidance, avril 2022: [www.ecoi.net/en/file/local/2072212/2022\\_04\\_Country\\_Guidance\\_Afghanistan\\_EN\\_0.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2072212/2022_04_Country_Guidance_Afghanistan_EN_0.pdf)**

EUAA, juillet 2020 :

**« Afghanistan's criminal law draws on several sources rather than one single source. However, Islamic law is considered to shape all aspects of Afghan criminal law, particularly the Criminal Penal Code.**

**Under Islamic law, there are three types of crime: hudud, qisas, and ta'azir crimes. Afghanistan enacted a new Penal Code in 2017 to replace the 1976 legislation. The new Penal Code was approved through the Presidential Legislative Decree on 15 May 2017 and entered into force in February 2018. The 2017 Penal Code aims at modernising and harmonising criminal law. The International Committee of the Red Cross (ICRC) noted that the new Code combines ten former separate criminal laws and the penal provisions of 33 laws of other scopes. The new Code also incorporates all mandatory crimes under the UN Convention against Corruption, the UN Convention against Transnational Organized Crimes (UNTOC) and its three protocols. Moreover, it incorporates the Rome Statute of the International Criminal Court (ICC), including war crimes, crimes against humanity and genocide.**

**Like the 1976 Penal Code, the new 2017 Penal Code regulates punishments that fall under the ta'azir crimes, while hudud and qisas crimes are regulated under Islamic law. Although hudud and qisas crimes are not included in the Penal Code, the Code still gives judges the authority to implement such punishments in accordance with Hanafi jurisprudence of Islamic Law. [...]**

**Hudud (plural of hadd) crimes are the most serious crimes under Islamic law and are considered transgressions against God. Since hudud punishments are specifically mentioned in the Quran and the Sunna (actions and sayings) of the Prophet, their execution is mandatory.**

Sources describe hudud crimes and punishments as follows:

- theft of property (amputation of the hand);
- adultery, fornication, illicit sexual relations (zina) (100 lashes, death by stoning, exile); defamation, in particular regarding false accusations of illicit sexual relations (80 lashes);
- **drinking alcohol or ingesting intoxicants (80 lashes);**
- apostasy (repentance within 3 days or face death, banishment, imprisonment);
- highway robbery (crucifixion, death, amputation of a foot or hand, exile).

**Although hudud crimes are 'wholly inflexible' in terms of enforcement, the standard of proof for most hudud crimes is very high and 'witnesses must corroborate any claim before guilt can be established.'**

*According to Siavash Rahbari, an expert on legal issues in Afghanistan and former law specialist for the Asia Foundation, 'the new Penal Code takes a similar approach to hudud crimes as the 1976 code, meaning that hudud punishments continue to be a viable option under Afghan law but are wholly uncodified. The main difference between the codes is the reduced sentences for the taziri versions of the crimes.'*

*In an email exchange with EASO in 2017, expert Neamat Nojumi noted that the formal Afghan legal system is bound by the more secular constitutional provisions and does not adhere to the 'totality of hudud' in the way that it is done in Saudi Arabia or Iran. **Dr Nojumi further explained that hudud punishments are not applicable in Afghanistan's formal legal system and practices, but they are adhered to and practiced by the Taliban and insurgent groups. Islamist groups in Afghanistan apply a literal form of sharia with emphasis on the implementation of hudud penalties.** .» Source: European Union Agency for Asylum (EUAA), Afghanistan; Criminal law, customary justice and informal dispute resolution, juillet 2020, p.12-13: [www.ecoi.net/en/file/local/2034456/2020\\_07\\_EASO\\_COI\\_Report\\_Afghanistan\\_Criminal\\_Law\\_Customary\\_Justice\\_Dispute\\_Resolutions.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2034456/2020_07_EASO_COI_Report_Afghanistan_Criminal_Law_Customary_Justice_Dispute_Resolutions.pdf)*

Émirat Islamique d'Afghanistan, 3 avril 2022 :

**« As per the decree of the supreme leader of Islamic Emirate of Afghanistan (IEA), All Afghans are informed that from now on, cultivation of poppy has been strictly prohibited across the country.**

**If anyone violates the decree, the crop will be destroyed immediately and the violator will be treated according to the Sharia law.**

**In addition, usage, transportation, trade, export and import of all types of narcotics such as alcohol, heroin, tablet K, hashish and etc., including drug manufacturing factories in Afghanistan are strictly banned.**

**Enforcement of this decree is mandatory. The violator will be prosecuted and punished by the judiciary. Office of the leadership of the Islamic Emirate of Afghanistan ».** Source : Émirat Islamique d'Afghanistan, Decree of Amir al-Momenin regarding prohibition of poppy cultivation in the country, 3 avril 2022 : [www.alemarahenglish.af/decree-of-amir-al-momenin-regarding-prohibition-of-poppy-cultivation-and-any-intoxicants/](http://www.alemarahenglish.af/decree-of-amir-al-momenin-regarding-prohibition-of-poppy-cultivation-and-any-intoxicants/)

Ministère des Affaires Étrangères (France), 10 novembre 2022 :

**« Alcool et stupéfiants : la détention, le transport (importation et exportation), la vente et l'usage sont strictement interdits sur tout le territoire afghan.**

**Des peines de prison assorties d'amende sont prononcées à l'encontre des contrevenants, selon le code pénal afghan ».** Source : Ministère des Affaires Étrangères (France), 10 novembre 2022 : [www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/afghanistan/#complements](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/afghanistan/#complements)

OFPPRA, 23 mai 2017 :

**« Avant l'adoption par le parlement afghan de la loi « contre les produits stupéfiants » en mai 2009 et de sa ratification le 14 juin 2010, la législation prévoyait une peine maximale d'emprisonnement de dix mois ou des amendes comprises entre 60 et 120 dollars. Désormais, ceux qui vendent et consomment de l'alcool ont le même traitement juridique que les trafiquants de drogue et les consommateurs de stupéfiants.**

**L'article 44 de ladite loi dispose que toute personne consommant de l'alcool doit être punie selon la jurisprudence hanafite, et soit donc passible de 80 coups de fouet. L'article 45 de la même loi définit les condamnations pour contrebande d'alcool selon la quantité concernée. Ainsi, une peine de prison maximum de deux mois est encourue s'il s'agit d'un volume inférieur à un litre d'alcool (art.45.1), un volume d'un à dix litres d'alcool équivaut à une peine de prison comprise entre deux et six mois (art.45.2), dix à cinquante litres d'alcool peuvent être punis d'une peine de prison supérieure à six mois et inférieure à une année (art.45.3), une peine de prison comprise entre un an et trois années peut être demandée pour cinquante à cent litres d'alcool (art.45.4), une peine de prison comprise entre trois années et huit années peut être appliquée pour 100 à 500 litres d'alcool (art.45.5).**

**Si la quantité d'alcool illégal excède le volume de 500 litres, en sus d'une peine de huit années d'emprisonnement, six mois d'incarcérations seront ajoutés pour chaque unité supplémentaire de 50 litres (art.45.6). La peine de prison maximale ne peut être supérieure à 20 ans. »** Source: Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), Afghanistan: vente et consommation d'alcool, 23 mai 2017, p. 3: [www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/3\\_afg\\_vente\\_et\\_consomation\\_alcohol.pdf](http://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/3_afg_vente_et_consomation_alcohol.pdf).

The Guardian, 14 novembre 2022 :

**« Afghanistan's supreme leader has ordered judges to fully enforce aspects of Islamic law that include public executions, stonings, floggings and the amputation of limbs for thieves, the Taliban's chief spokesperson said.**

Zabihullah Mujahid tweeted on Sunday that the "obligatory" command by Haibatullah Akhundzada came after the secretive leader met with a group of judges.

Akhundzada, who has not been filmed or photographed in public since the Taliban returned to power in August last year, rules by decree from Kandahar, the movement's birthplace and spiritual heartland.

**The Taliban promised a softer version of the harsh rule that characterised their first stint in power, from 1996-2001, but have gradually clamped down on rights and freedoms.**

**"Carefully examine the files of thieves, kidnappers and seditionists," Mujahid quoted Akhundzada as saying. Those files in which all the sharia [Islamic law] conditions of hudud and qisas have been fulfilled, you are obliged to implement. This is the ruling of sharia, and my command, which is obligatory."**

Mujahid was not available on Monday to expand on his tweet.

***Hudud refers to offences for which, under Islamic law, certain types of punishment are mandated, while qisas translates as “retaliation in kind” – effectively an eye for an eye.***

***Hudud crimes include adultery – and falsely accusing someone of it – drinking alcohol, theft, kidnapping and highway robbery, apostasy and rebellion.***

***Qisas covers murder and deliberate injury, among other things, but also allows for the families of victims to accept compensation in lieu of punishment.***

***Islamic scholars say crimes leading to hudud punishment require a very high degree of proof, including – in the case of adultery – confession, or being witnessed by four adult male Muslims.***

***Since last year’s takeover, videos and pictures of Taliban fighters meting out summary floggings to people accused of various offences have appeared frequently on social media.***

*On several occasions the Taliban have also displayed in public the bodies of kidnappers who they said were killed in shootouts.*

*There have also been reports of adulterers being flogged in rural areas after Friday prayers, but independent verification has been difficult to obtain.*

***Rahima Popalzai, a legal and political analyst, said the edict could be an attempt by the Taliban to harden a reputation they may feel has softened since their return to power.***

***“If they really start to implement hudud and qisas, they will be aiming to create the fear that society has gradually lost,” she said, adding that the Taliban also wanted to burnish their Islamic credentials. “As a theocratic setup, the Taliban want to strengthen their religious identity among Muslim countries.” [...] »*** Source: The Guardian, Afghan supreme leader orders full implementation of sharia law, 14 novembre 2022: [www.theguardian.com/world/2022/nov/14/afghanistan-supreme-leader-orders-full-implementation-of-sharia-law-taliban](http://www.theguardian.com/world/2022/nov/14/afghanistan-supreme-leader-orders-full-implementation-of-sharia-law-taliban).

The Guardian, 3 janvier 2022 :

***« A team of Afghan intelligence agents poured about 3,000 litres of liquor into a canal in Kabul, the country’s spy agency has said, as the new Taliban authorities crack down on the sale of alcohol.***

***Video footage released by the General Directorate of Intelligence showed its agents pouring alcohol stored in barrels into the canal after seizing it during a raid in the capital.***

***“Muslims have to seriously abstain from making and delivering alcohol,” a religious scholar said in the video, posted by the agency on Twitter.***

*It was not clear when the raid was carried out or exactly when the alcohol was destroyed, but a statement issued by the agency on Sunday said three dealers were arrested during the operation.*

*Selling and consuming alcohol was banned even under the previous Western-backed regime but the Taliban, known for their austere brand of Islam, are stricter in their opposition to it.*

*Since the Islamists seized power on 15 August, the frequency of raids, including on drug addicts, has increased across the country ». Source : The Guardian, Afghan agents pour 3,000 litres of alcohol into Kabul canal amid crackdown, 3 janvier 2022 : [www.theguardian.com/world/2022/jan/03/afghan-agents-pour-3000-litres-of-alcohol-into-kabul-canal-amid-crackdown](http://www.theguardian.com/world/2022/jan/03/afghan-agents-pour-3000-litres-of-alcohol-into-kabul-canal-amid-crackdown)*

The Kabul Times, 19 mai 2022 :

*« A total of eight people including three women have been arrested in connection to making and selling alcoholic beverage in the country's capital Kabul, police said Wednesday.*

*The incident happened at about 12 p.m. midnight in Taimani area of the capital, where a search team of the security forces detected a wine making plant, Kabul police said in a statement.*

*"Tens of bottles of wines have been seized and at least eight people, three of them women have been arrested during the search operation," the statement confirmed. The arrested people have been referred to the justice and judicial organs for more investigations into their cases, said the source.*

*Earlier in the week, scores of people have been arrested in connection to keeping and selling drugs and alcoholic beverages, after a police team in coordination with the intelligence forces detected wine making plants and drug laboratories in some parts of the capital and provinces. ». Source : The Kabul Times, Eight arrested for selling alcoholic beverages in Kabul, 19 mai 2022 : [www.alemarahenglish.af/decreed-of-amir-al-momenin-regarding-prohibition-of-poppy-cultivation-and-any-intoxicants/](http://www.alemarahenglish.af/decreed-of-amir-al-momenin-regarding-prohibition-of-poppy-cultivation-and-any-intoxicants/).*

UNAMA, juillet 2022 :

*« With the takeover in mid-August 2021, the previous court system and judicial structure came to a halt. However, the de facto authorities have since resumed the functioning of the justice system and courts across the country under Islamic law, starting with key appointments to lead the de facto Ministry of Justice, de facto Supreme Court, primary and appeal courts and the de facto Attorney General's Office, and introducing changes aimed at expediting the administration of justice. The three-tiered system under the former Government has been preserved, and appointments have been made countrywide to replace former judicial personnel across all provincial and district courts, with former judges excluded. Most newly appointed de facto judges have reportedly obtained their qualifications in religious rather than secular legal educational institutions. In provinces, de facto authorities administer justice in a decentralized manner, often in consultation*



*with religious scholars, elders, and local communities. A military court has also been established, with jurisdiction over violations by de facto security personnel of the de facto Ministry of Defence, de facto Ministry of Interior and the de facto GDL*

*In parallel, in November, de facto authorities initiated a review of all existing laws to assess their compliance with both Islamic Law and with the objectives and policies of the new de facto administration, which is still ongoing. At present, as the law review process continues, both pre-existing laws as well as Islamic law, and newly developed directives of the de facto authorities are being applied by justice sector actors, leading to a lack of clarity regarding the applicable legal framework on matters of both procedure and substance. For instance, as part of the de facto Supreme Court's priority to expedite the processing of cases, de facto judges have been empowered to lead their own investigations, without awaiting casefiles from Prosecution offices.*

*A lack of transparency and procedural irregularities continue reportedly undermining courts' compliance with due process and other fair trial standards. For instance, in November, the de facto Ministry of Justice seized authority from the Afghanistan Independent Bar Association to license lawyers and a process is underway to recertify them. While the de facto Ministry of Justice and Supreme Court have instructed that newly certified lawyers authorized by the de facto Ministry of Justice can represent clients, and appear in courts on behalf of accused, numerous reports indicate that the right to a lawyer is frequently not respected by all de facto justice authorities: de facto security officials fail to inform suspects about their rights at time of initial detention or questioning in a timely manner; the de facto Ministry of Justice has resource constraints affecting its capacity to effectively meet the demand for legal-aid services for suspects who cannot afford to privately engage a lawyer; and de facto judges reportedly continue to deny lawyers standing to participate in cases before them in defense of their client. » Source: UNAMA, Human rights in Afghanistan, 15 August 2021 – 15 June 2022, juillet 2022, p.35: [https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama\\_human\\_rights\\_in\\_afghanistan\\_report\\_-\\_june\\_2022\\_english.pdf](https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_human_rights_in_afghanistan_report_-_june_2022_english.pdf).*

UNGA, 15 juin 2022 :

*« 60. On 3 April, two months before the 2022 opium harvest, the de facto authorities issued a decree prohibiting the cultivation of poppy and all types of narcotics. The decree states that the usage, transportation, trade, export and import of all types of narcotics and intoxicants such as alcohol, heroin, 3,4-ethylenedioxymethamphetamine (MDMA) tablets and hashish are strictly prohibited. Although the de facto Ministry of Interior noted that a two-month grace period would be granted to enable farmers to harvest the opium gum and sell their 2022 harvest, selective eradication efforts have already been reported ».* Assemblée Générale des Nations Unies (UNGA), The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, Report of the Secretary-General, 15 juin 2022: [www.ecoi.net/en/file/local/2074514/N2237309.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2074514/N2237309.pdf).

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur l'Afghanistan ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérant-e-s d'asile sous [www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine](http://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine).

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous [www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter](http://www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter).